

PRÉFET DE LA REGION NOUVELLE-AQUITAINE

**Arrêté préfectoral
portant décision d'examen au cas par cas en application
de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement**

LE PRÉFET DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'environnement, notamment la section première du chapitre II du titre II du livre premier, et plus particulièrement ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 12 janvier 2017, fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n°2018-6530 relative à la modernisation d'une entreprise ostréicole, sur la Commune de Saint-Just-Luzac (17), reçue complète le 26 avril 2018 ;

Vu le plan local d'urbanisme de la commune approuvé le 6 novembre 2013 et n'ayant pas fait l'objet d'une évaluation environnementale ;

Vu l'arrêté du préfet de région du 27 mars 2018 portant délégation de signature à Mme Alice Anne MEDARD, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Nouvelle-Aquitaine ;

Considérant la nature du projet, qui consiste à construire deux nouveaux bassins de stockage d'huîtres d'environ 100 m³ chacun, une plateforme de 250 m² intégrant les deux bassins et un portique métallique surplombant cette plateforme afin d'augmenter les capacités de stockage de l'entreprise et d'améliorer le système de purification ;

Considérant que ce projet relève de la rubrique n° 14) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement, qui soumet à examen au cas par cas les « travaux, ouvrages ou aménagements situés dans les espaces remarquables du littoral et mentionnés au 2 et au 4 de l'article R.121-5 du Code de l'urbanisme » ;

Considérant la localisation du projet :

- dans une commune soumise aux dispositions de la loi du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral, dite « Loi littoral », et plus particulièrement dans un secteur identifié comme espace remarquable selon les dispositions de l'article L.121-23 du Code de l'urbanisme,
- en zone Aor du Plan Local d'Urbanisme (PLU) communal, approuvé le 13 mars 2007 et correspondant à une zone de richesses naturelles à préserver,
- sur une commune dont les risques d'inondation, de submersion marine et de retrait-gonflement des argiles sont identifiés dans le dossier départemental des risques majeurs,
- dans un secteur où la sensibilité à la remontée de nappes est caractérisée comme étant très forte,
- au sein d'un vaste réseau de zones humides formé par les marais salants de l'embouchure de la Seudre,
- au sein des sites d'importance communautaire Natura 2000 Zone spéciale de conservation (Directive habitats) *Marais de la Seudre* et Zone de protection spéciale (Directive Oiseaux) *Marais de la Seudre et sud Oléron*,
- au sein des Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type I et II *Marais de Seudre* et *Marais et vasières de Brouage-Seudre-Oléron*,
- au sein de la Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) *Marais et estuaire de la Seudre*,
- en proximité immédiate du chenal de Luzac intégré au parc naturel marin de *L'Estuaire de la Gironde et de la mer des Pertuis*,

- dans une commune classée en zone de répartition des eaux, en zone vulnérable aux rejets azotés et/ou phosphorés d'origine agricole,
- dans une commune concernée par les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) *Seudre* et *Charente* ;

Considérant que la nature du projet présenté nécessite techniquement la proximité de l'eau et justifie sa localisation dans des sites à forte sensibilité environnementale ;

Étant précisé que la réalisation du projet est conditionnée à la délivrance d'un permis de construire et qu'à ce titre ce projet devra :

- être conforme aux dispositions du Code de l'urbanisme,
- faire l'objet d'une évaluation des incidences Natura 2000, cette évaluation permettant de s'assurer, si nécessaire à l'aide de mesures d'évitement et de réduction, que le projet ne portera pas atteinte aux milieux et aux objectifs de conservation des sites Natura 2000 ;

Considérant que le pétitionnaire a joint à son dossier de demande d'examen au cas par cas un document intitulé « Permis de construire – Évaluation d'incidences Natura 2000 » réalisé début 2018, qui présente le projet dans son environnement et évalue les principales incidences qu'il est susceptible de générer sur son environnement, notamment au sein des deux sites Natura 2000 précédemment cités, en s'appuyant sur les données issues du document d'objectif du site Natura 2000 zone spéciale de conservation « *Marais de la Seudre* », approuvé en 2012 ;

Considérant qu'au vu des éléments présentés le projet apparaît compatible avec les enjeux liés à la préservation des habitats et espèces ayant conduit à la désignation du site en Natura 2000 ;

Considérant que le pétitionnaire s'assurera, avant le démarrage des travaux, de la présence ou de l'absence d'espèces protégées et/ou de leur habitat sur le site d'implantation et sur une aire élargie ;

Considérant qu'en cas de présence d'espèces protégées et/ou de leurs habitats, le pétitionnaire devra respecter la réglementation relative aux espèces protégées (articles L.411-1 et L.411-2 du Code de l'environnement) ;

Considérant que les travaux auraient une incidence moindre en dehors de la période allant d'avril à juin pour réduire les risques de gêne et d'effarouchement de la faune sauvage présente aux abords du site, notamment en ce qui concerne l'avifaune ;

Considérant qu'il revient au pétitionnaire de s'assurer que les travaux ne portent pas atteinte à l'environnement naturel avoisinant, notamment en veillant à prévenir tout risque de pollution accidentelle et de rejets vers les milieux naturels récepteurs précédemment identifiés et particulièrement sensibles, par exemple en possédant un kit d'urgence anti-pollution, en mettant en place une zone de rétention des éléments polluants susceptibles d'être générés ;

Considérant que le pétitionnaire fait état de la prise en compte du risque fort d'inondation, porté à connaissance le 15 décembre 2016 par les services de l'État, en construisant au-dessus de la côte hydraulique de référence ;

Considérant qu'il ne ressort pas des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, compte tenu des réglementations spécifiques encadrant son autorisation, **que le projet soit susceptible d'impact notable sur l'environnement** au titre de l'annexe II de la directive 2011/92 UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 ;

Arrête :

Article 1^{er} :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, le projet de modernisation de l'entreprise ostréicole "le cabanon de l'huître" sur la Commune de Saint-Just-Luzac (17) **n'est pas soumis à étude d'impact.**

Article 2 :

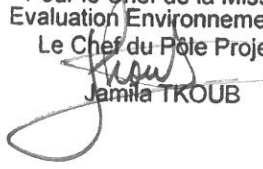
La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

Le présent arrêté sera publié sur les sites Internet de la préfecture de région et de la Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Nouvelle-Aquitaine.

À Bordeaux, le 31 mai 2018.

Pour le Préfet et par délégation

Pour le Directeur et par délégation
Pour le Chef de la Mission
Evaluation Environnementale
Le Chef du Pôle Projets

Jamila TKOUB

Voies et délais de recours

1- décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

à adresser à Monsieur le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2- décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :

à adresser à Monsieur le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Monsieur le ministre d'État, Ministre de la transition écologique et solidaire

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

à adresser au Tribunal administratif

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

